



Les banlieues françaises à la dérive

JOSÉ GARÇON

Il y a une exception française. Celle d'un pays malade de son incapacité à s'accepter tel qu'il est depuis longtemps: métissé. Un pays où la décision, exemple parmi d'autres, du directeur de Sciences-Po de faciliter en 2006 l'accès de jeunes issus des quartiers «sensibles» à cette prestigieuse école provoqua un tollé ! Cette situation est à l'origine d'un triste paradoxe. Pendant que l'équation «islam=immigration=occupation» fait monter la cote du Front national, l'ambassade des Etats-Unis à Paris repère depuis des années dans les banlieues les jeunes issus de l'immigration les plus prometteurs et les invite deux à trois semaines outre-Atlantique, voyant en eux source d'innovation et futures élites de la société française !

Pas étonnant donc que les rapports sur les inégalités qui frappent les émigrés, leurs enfants et petits-enfants français, se suivent et... se ressemblent. Le dernier, réalisé par l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus) et révélé mi-décembre par Le Monde, n'est pas une surprise. Mais c'est pire que ce qu'on croyait ! Plus d'un jeune sur trois est au chômage dans les Zones urbaines sensibles (ZUS)

et pour la première fois, les diplômés ne sont plus une protection alors que les obtenir relève d'un parcours du combattant dans un système éducatif très inégalitaire.

Si l'école a pu mener au bac la majorité d'une génération, une autre étude, cette fois de l'OCDE, montre que le poids du milieu social y reste très lourd et qu'elle ne donne pas les mêmes chances à tous. Quand elle n'exclut pas d'office ceux qui partent avec des handicaps socio-économiques. Les jeunes issus de la première génération immigrée sont particulièrement vulnérables : ils ont, note l'institution économique, «au moins deux fois plus de risques de se retrouver parmi les élèves peu performants». Seul leur d'espoir : ceux issus de la seconde génération progressent.

Cinq ans après les émeutes de 2005 qui ont enflammé les banlieues et vingt ans après que le président d'alors François Mitterrand a créé le premier ministère de la Ville, la ghettoïsation de ces banlieues se renforce. Comme si l'Hexagone vieillissant n'était plus qu'une société de la peur et du rejet d'une jeunesse issue de l'immigration et musulmane.

Ce chômage de masse a des conséquences sur les popula-



pas donné les résultats annoncés. Et la diminution de plus de 10% des crédits du ministère de la Ville pour 2011 n'est pas faite pour résorber, fut-ce partiellement, cette coupure de la France en deux. Encore moins pour combattre le découragement et la révolte des «jeunes à capuche» face au rejet collectif qui fait d'eux des boucs émissaires.

43% DES HOMMES JEUNES (ET 37% DES JEUNES FEMMES) SONT AU CHÔMAGE DANS LES 751 ZUS DES 40 PRINCIPALES VILLES DE FRANCE.

Dans ce panorama sinistré, le relatif optimisme de certains experts passe inaperçu. Dommage ! Car en dépit de la gravité de la situation dans des zones laissées à l'abandon, une classe moyenne issue de l'immigration a pu émerger. Certaines entreprises françaises commencent même à comprendre le parti qu'elles peuvent en tirer notamment pour se développer à l'étranger.

Cette bonne nouvelle devrait encourager les dirigeants politiques à être moins tétanisés face à la montée du populisme d'extrême droite et à combattre celui-ci non pas en chassant sur ses terres mais en mettant en avant l'espoir d'un renouvellement des élites dans une société bloquée. Encore faudrait-il, comme le note Soumia Belaidi Malinbaum, de l'Association française des managers de la diversité, que ces dirigeants cessent d'«avoir un train de retard dans les discours qu'ils tiennent à l'opinion publique».

Selon l'étude de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles (Onzus), 43% des hommes jeunes (et 37% des jeunes femmes) sont au chômage dans les 751 Zus des 40 principales villes de France. Même si l'Etat investit 3 à 4 milliards d'euros par an dans les ZUS à travers différents programmes (éducation prioritaire, rénovation urbaine, soutien aux associations...), cette situation est inédite en Europe. Bien qu'existant dans d'autres pays européens, le fossé entre les ZUS - 18,6% de taux de chômage - et les autres zones urbaines - 9,8% - n'a nulle part une telle ampleur. Résultat : la délinquance est le sujet de préoccupation majeure d'un quart des habitants des Zus où les incendies volontaires de voitures, de poubelles, etc., ont augmenté de 17%.

L'édition 2010 du «Portrait social de la France» de l'Insee va plus loin. Elle montre que les enfants d'immigrés maghrébins sont les mal aimés de l'emploi. Leur taux d'emploi s'établit à 65% alors que celui des enfants originaires des pays de l'Est, du Nord ou du Sud est proche de celui des enfants de parents français (85% en moyenne).

tions. Ces quartiers comptent le double de bénéficiaires des minima sociaux, de personnes vivant au dessous du seuil de pauvreté et plus de 25% de familles monoparentales contre 15,8% ailleurs. Cette paupérisation est accentuée par une extrême mobilité des habitants qui quittent le quartier dès qu'ils le peuvent et sont remplacés par plus précaires... Un contexte qui génère des tensions et une délinquance que l'extrême droite instrumentalise habilement.

On voit mal comment cette tendance à la ghettoïsation s'inverserait vu l'insuffisance criante des logements sociaux : il en manque de 500 000 à 900 000 pour satisfaire à une liste d'attente de 1,2 million de ménages pauvres.

Ce déficit ne sera pas facile à résorber. Selon une enquête du quotidien français Libération, 38% des villes françaises refusent de remplir leur quota d'habitat social fixé à 20% en 2022 pour les communes de plus de 3 500 habitants. Car les maires de plusieurs communes résidentielles de la région parisienne freinent des quatre fers face aux pressions de leurs électeurs potentiels et... à une amende très peu dissuasive pour non respect de l'obligation de construire des logements sociaux. On touche là au cœur du blocage français : la quasi-impossibilité d'imposer une mixité sociale dont les classes moyennes et supérieures ne veulent pas. Leurs efforts pour scolariser leurs enfants ailleurs que dans les écoles où «il y a trop d'immigrés» ou «trop de pauvres» en témoignent.

Autant dire que la politique de la ville menée jusqu'ici n'a